



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2019-121 - Séance du 19 novembre 2019**

#### ACTES

##### 7. Finances locales

##### 7.1 Décisions budgétaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	21	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 19 novembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 novembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 novembre 2019.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna (**à partir de la délibération DLM 2019-117**), MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour SOULIER Alain, DESTAILLATS Aline pour RIBEIRO David.

**Absents :** SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (**excusé**).

**Secrétaire de séance :** DUCAMP Ludovic

## N° DLM 2019-121 – FINANCES : AUTORISATION DE MANDATER ET LIQUIDER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET 2020

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller municipal délégué au budget rapporte que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2019, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2020 selon la répartition présentée ci-dessous :

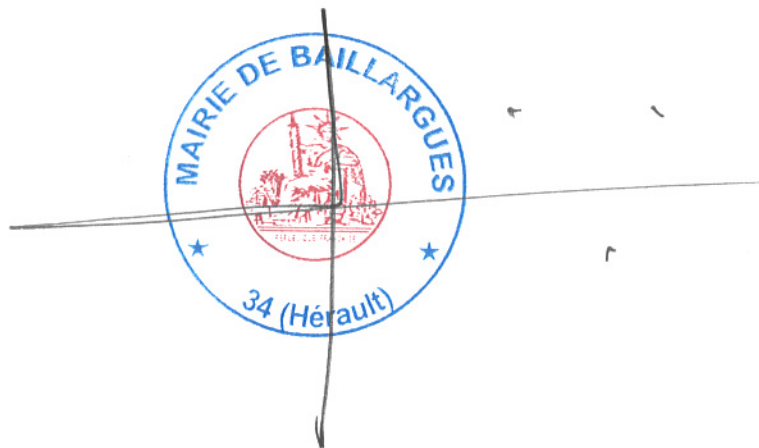
Chapitres	Budget 2019 BP+DM 2019 (hors RAR)	¼ crédits ouverts Jusqu'au vote du BP 2020	Répartition par article
<b>20-</b> Immobilisation incorporelles	865 730 €	216 432.50 €	Article 2031 : 197 432.50 € Article 2033 : 4 000.00 € Article 2051 : 15 000.00 €
<b>204-</b> Subvention d'équipement versées	734 153 €	183 538.25 €	Article 204123 : 10 000.00 € Article 2041512 : 137 753.00 € Article 20422 : 5 000.00 € Article 2046 : 30 785.25 €
<b>21-</b> Immobilisation corporelles	1 275 830.25 €	318 957.56 €	Article 2111 : 100 000.00 € Article 2115 : 100 000.00 € Article 21316 : 5 000.00 € Article 2135 : 10 000.00 € Article 2152 : 10 000.00 € Article 21568 : 20 000.00 € Article 2158 : 10 000.00 € Article 2182 : 12 000.00 € Article 2183 : 10 000.00 € Article 2184 : 10 000.00 € Article 2188 : 31 957.56 €
<b>23-</b> Immobilisation en cours	1 835 288 €	458 822 €	Article 2312 : 10 000.00 € Article 2313 : 258 822.00 € Article 2315 : 90 000.00 € Article 238 : 100 000.00 €

275- Dépôts et cautionnements versés	43 000 €	10 750 €	Article 275 :	10 750.00 €
--------------------------------------	----------	----------	---------------	-------------

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2020 selon la répartition présentée dans le tableau ci-dessus.

Pour extrait conforme,  
Le 21 novembre 2019,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Envoyé en préfecture le 27/11/2019

Reçu en préfecture le 27/11/2019

Affiché le



ID : 034-213400229-20191121-DLM2019\_121-DE